

les Verts : succès et problèmes

→ Longtemps, les Verts ont campé sur la position : **“Ni droite ni gauche”**. Elle était sans doute nécessaire à l'origine. L'écologie politique est en effet une nouvelle définition du progrès, fondée sur l'autonomie des individus et des groupes, la solidarité de tous les humains, la responsabilité vis-à-vis de la nature, patrimoine emprunté aux générations futures.

Elle ne saurait être **“de droite”**, si **“droite”** signifie conservation du modèle de développement libéral et productiviste que rejette l'écologie. Mais l'écologie ne pouvait se dire **“de gauche”** quand la gauche des années 80 s'incarnait dans le PCF et le PS. L'en écartait le productivisme des uns et des autres, l'éta-

tisme du PCF et le libéralisme de plus en plus affirmé du PS.

Ce positionnement, plus idéologique que stratégique, ne permettait pas d'accéder aux responsabilités. Sans alliés, les **“pics”** électoraux de 92 et 93 ne servent à rien. Or l'écologie est par essence active : elle s'alarme des menaces qui ravagent déjà notre planète. Elle ne peut se payer le luxe de la politique du pire : attendre que ça s'aggrave et faire la révolution. Radicale dans sa critique du désordre existant, elle est par essence réformiste : chaque pas dans la bonne direction est bon à prendre.

À cette impasse s'ajoutait l'opportunisme de Génération écologie. L'écologie se joua trois

ans de crise (93-95) pour s'en débarrasser tout en sortant de son impasse stratégique.

En 1995, c'est fait : à nouveau l'écologie c'est les Verts, et les Verts sont sous la direction du courant "Vert pluriel" (Dominique Voynet, etc.) qui va inventer la "majorité plurielle", négociant avec le PS un accord qui reprend 60 % de leur programme. Les victoires de 97 et 98 sanctionnent la justesse de cette ligne : Dominique Voynet se sent à l'aise au gouvernement, tout en critiquant assez librement ce qui ne va pas, les Verts sont impliqués à fond dans les mouvements de radicalisation (chômeurs, etc.).

Devenus "parti de lutte et de gouvernement", selon le rêve de Berlinguer pour le PCI, les Verts rencontrent les premières difficultés. Côté gouvernement : certes, ils engrangent les succès (Rhin-Rhône, Superphénix, 35 heures), et leurs thèmes favoris (développement soutenable, parité, refus des cumuls) deviennent pensée officielle. Mais il est douteux que les autres partis de la coalition se soient vraiment "convertis". Le PS redevient hégémoniste, le PCF n'hésite pas à manifes-

ter contre Voynet (Superphénix, chasseurs...).

Ils ne peuvent alors peser que par leur côté "parti de lutte". Mais l'échec de Marie Blandin et le succès de Lutte ouvrière dans sa propre région montrent alors le problème : la contestation populaire se cherche une représentation politique en dehors de la "coalition plurielle", même si elle est absente des mobilisations immigrés, chômeurs, etc.

Enfin, certaines initiatives des partenaires des Verts, comme la politique de Chevènement contre l'immigration, menacent en permanence de rendre déshonorant le maintien au gouvernement, selon une dialectique assez classique rappelée par Ken Loach dans Land and Freedom.

Comment convaincre les partenaires du gouvernement de satisfaire les intérêts les plus urgents des masses populaires ? Comment convaincre celles-ci de ne céder ni à la "délégation" (comme en 1981) ni au vote de désespoir, qu'il prenne la forme nauséuse du vote Fn ou la forme improductive du vote LO ? Tels sont les problèmes du jour. Ils ne concernent pas que les Verts...

ALAIN LIPIETZ